

## RECHERCHE

# En Wallonie, l'évaluation fait peur

**Malgré les mesures prises, la Wallonie peine à booster la recherche et l'innovation. Le CPS demande à pouvoir évaluer les aides.**

● **Jean-Christophe HERMINAIRE**

Cela fait des années qu'on voit le verre à moitié plein en Wallonie. Il ne faudrait pas oublier que ce verre reste aussi à moitié vide. «*On ne peut pas dire qu'on est complètement arriérés, mais on peut certainement faire mieux*», résume Didier Paquot, de l'Union wallonne des entreprises qui, au rang des partenaires sociaux avec les syndicats, et aux côtés des universités, des hautes écoles et des centres de recherche, constituent le Conseil

wallon de la politique scientifique. Un organe consultatif, qui pose des constats et, pour la cinquième fois, des recommandations. Peu suivies d'effets.

Deux gros points noirs subsistent.

1) Les efforts de recherche et développement restent concentrés (à 57,4 %) dans les grosses entreprises de haute technologie, sur-

tout pharmaceutiques. L'innovation, par contre, touche très peu les PME, souvent perdues dans le «*brouillard*» des aides disponibles. Aides trop diverses ?

2) Le fruit des recherches débouche trop rarement sur une commercialisation en terme de produits. «*Il faut transformer la recherche en emplois et en valeur ajoutée pour les entreprises*», plaide à nouveau Didier Paquot.

Alors, bien sûr, la Fédération Wallonie-Bruxelles possède pas mal d'atouts : une population édu-

quée, nombre de chercheurs, un financement conforme aux exigences européennes pour le privé, et juste en dessous pour ce qui est des pouvoirs publics (0,7 % alors qu'il faudrait 1 % du PIB). Malgré les difficultés budgétaires, les budgets alloués par le gouvernement baisseront peu en 2015, juste sous les 300 millions d'euros. Et Bruxelles pourrait, pourquoi pas, un peu contribuer, estime le CPS.

Car si la recherche fondamentale reste une de nos forces principales, l'allocation de fonctionnement des universités a décliné de 20 % par étudiant et «*cela devient inquiétant*» souligne Yves Pouillet, recteur de l'université de Namur. Qui insiste aussi sur l'attrait à donner au statut du chercheur, et sur leur employabilité en entreprise.

## Une nécessaire évaluation

«*On voit que certaines faiblesses ont*

*tendance à s'améliorer mais aussi que certaines forces s'essouffent*», constate Gianni Infanti (FGTB), le président du CPS. Mais ce qui lui pose surtout problème, c'est qu'aucune réelle évaluation des politiques mises en place n'est effectuée. Ce qu'elles apportent ? «*Nul ne sait*».

Alors, en tête des 10 recommandations qui seront exposées à Jean-Claude Marcourt en janvier (et qui ne diffèrent guère de celles formulées dans les rapports précédents), le Conseil wallon de la politique scientifique demande, cette fois, au ministre un budget qui permettrait à l'organisme de mener, lui-même, ce travail d'évaluation.

«*Il y a eu un certain nombre de mesures qui ont été prises à la suite de nos recommandations, mais il n'y a pas eu d'effets*», ajoute Didier Paquot. *Est-on trop impatient, trop ambitieux, ou les mesures prises sont-elles inefficaces ? Nous sommes incapables de le dire.* ■